

# Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, José Luis Rodriguez Zapatero, Président du gouvernement du Royaume d'Espagne et Gerhard Schroeder, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, sur leur action pour la construction européenne, l'organisation d'un referendum sur le projet de Constitution européenne, leur contribution au budget communautaire et la situation en Irak, à Madrid le 13 septembre 2004.

M. JOSE-LUIS ZAPATERO - Je vous remercie de votre venue. Je voudrais tout d'abord remercier le Chancelier SCHROEDER et le Président CHIRAC pour leur présence ici à la Moncloa. Ils représentent des pays amis de l'Espagne, ils représentent des pays qui ont contribué au processus de modernisation, d'intégration et de renforcement de la démocratie dans notre pays. Nous sommes réunis à la Moncloa, nous les dirigeants de ces trois pays, car nous voulons être le moteur de la construction européenne, l'Allemagne, la France, l'Espagne. Tous les trois, nous sommes d'accord sur le fait qu'il est nécessaire d'appuyer entièrement la ratification de la Constitution européenne. Il s'agit d'une campagne à l'échelle du continent, il ne s'agit pas d'une campagne nationale, et il faut mener cette campagne ensemble. L'Espagne voudrait être l'un des premiers pays à approuver la Constitution européenne lors d'un référendum. C'est la raison pour laquelle j'ai invité mes amis, Messieurs CHIRAC et SCHROEDER, pour qu'ils participent à une cérémonie en faveur de la diffusion, de l'approbation de ce texte et nous espérons qu'il y aura aussi un autre ou d'autres représentants des pays de l'Union européenne. J'ai également proposé d'organiser des cérémonies et des actions pour montrer l'importance que représente la Constitution européenne.

La France, l'Allemagne et l'Espagne sont d'accord pour promouvoir une politique étrangère et de sécurité commune et pour renforcer, à partir de maintenant, la fonction de Monsieur Javier SOLANA, le futur ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne.

Nous voulons également renforcer notre coopération en matière de capacités d'armement. De la même manière, nous parlons ici aujourd'hui des affaires intérieures et de justice. Nous sommes parvenus à un accord afin de développer la mise en commun de nos casiers judiciaires nationaux. La France, l'Espagne et l'Allemagne appuient la candidature à l'Union européenne, de la Croatie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Turquie. En ce qui concerne la Turquie, ce pays doit encore déployer des efforts en ce qui concerne le processus de dialogue et d'intégration dans l'Union. Nous avons également parlé de l'Iraq, du Proche-Orient, de l'Amérique latine et nous avons donné des instructions à nos ministres, des Affaires étrangères, de l'Economie et de la Défense

pour qu'ils poursuivent ces discussions.

De la même façon, nous nous sommes mis d'accord pour donner notre impulsion au processus de dialogue avec la Méditerranée, le processus de Barcelone, qui, l'année prochaine, fêtera son dixième anniversaire.

Jusqu'à maintenant l'agenda est très intense, mais au-delà, je veux parler du sens de cette réunion. Vous avez devant vous trois Européens convaincus. Nous ne sommes pas les seuls Européens convaincus, mais nous sommes fervents. Il est vrai qu'il s'agit d'une réunion de plus, mais il ne s'agit pas de n'importe quelle réunion. Et si je devais décrire en quelques mots l'ambiance qui a régné lors de cette rencontre, je vous dirais que la vieille Europe est comme neuve.

Je vous remercie.

LE PRESIDENT - Je crois que le Président du Gouvernement espagnol a parfaitement caractérisé notre réunion. Réunion de trois pays, parmi ceux qui sont déterminés à aller de l'avant dans une construction européenne qui permet d'enraciner la paix, la démocratie et le progrès économique et social sur l'ensemble de notre territoire européen.

Nous avons observé que nos approches étaient les mêmes, que nos intérêts, notamment dans des domaines aussi essentiels que la politique étrangère ou la politique intérieure étaient concordants, que nous avons des sujets de réflexion qui s'imposaient, notamment pour ce qui concerne le financement, dès demain, de l'Europe. Et qu'il fallait en discuter dès maintenant dans le meilleur esprit, ce que nous ferons, bien entendu.

Que, sur le plan militaire, nos approches étaient également tout à fait semblables et notre détermination à développer le cœur européen de la défense, identique. Donc, sur tous ces sujets, nous avons marqué une convergence commune, une volonté commune d'être des éléments forts de la construction européenne de demain, pas les seuls naturellement. Et nous avons décidé de développer, notamment, nos relations avec les principaux pays de l'Union, petits, moyens ou grands, dans le même esprit. Mais il faut bien commencer, et le renforcement des liens qui permet à l'Espagne de revenir au cœur de la décision et de la politique européenne est, à cet égard, de bonne augure. Nous nous en réjouissons et je remercie chaleureusement le Président ZAPATERO de son accueil et du travail que nous avons pu faire en commun.

M. GERHARD SCHROEDER - Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Tout ce que je me contenterai de souligner, c'est que nous sommes tout à fait d'accord pour dire que nous avons besoin d'une Europe forte, et le Gouvernement ZAPATERO nous a montré que l'Espagne voulait jouer un rôle important et qu'elle va le faire.

Je pense que sans le Gouvernement ZAPATERO, la décision sur la Constitution n'aurait pas été prise comme elle l'a été. Je tiens à le dire parce que c'est un grand compliment. Je crois vraiment que l'Europe a bien mérité l'Espagne et l'histoire s'en souviendra. L'Espagne a su faire progresser l'esprit européen en tenant compte de ses intérêts, mais également des intérêts de ses partenaires européens. Et je pense que de façon générale cela apparaîtra dans notre coopération.

Le Chef du Gouvernement espagnol et le Président de la République française ont parlé des domaines dans lesquels nous souhaitons intensifier notre coopération, alors je n'ai rien à ajouter, mais j'aurais souhaité souligner un point en particulier. La France, l'Espagne, l'Allemagne sont des pays avec des structures industrielles très prononcées, cela veut dire que nos pays ne sont pas uniquement des pays de services. Bien sûr, c'est un point important, nous le savons, et je crois que nos pays auront beaucoup de points communs à l'avenir.

Ce que nous voulons, c'est avoir des structures industrielles différentes qui perdurent, et nous voulons les développer le plus possible. Nous nous sommes donc demandés comment faire pour redonner une impulsion au processus de Lisbonne, notamment dans le cadre de la recherche et du développement. C'est un secteur dans lequel nous pouvons coopérer très étroitement, et nous savons que si nous arrivons à maintenir notre compétitivité industrielle, si nous voulons garder notre compétence industrielle, il ne faudra pas perdre de vue que la concurrence ne faiblit pas. Donc nous allons devoir devenir encore meilleurs, ce qui implique une augmentation des budgets

consacres à la recherche et au développement. Je crois là qu'il faut voir ce que nous pouvons apprendre les uns des autres, et je crois qu'en Europe il ne faut pas non plus traiter la question des capacités industrielles comme s'il s'agissait d'une question accessoire.

Bien sûr, dans les doctrines modernes, il y a des choses qui sont considérées comme plus importantes, mais la production industrielle fait vivre un très grand nombre de personnes, elle doit donc être maintenue et si possible développée, notamment le secteur automobile. Nous avons d'ailleurs tous les trois des capacités dans ce domaine, mais je pourrais encore citer l'industrie chimique ou bien encore la construction de machines-outils, ou bien encore l'économie maritime. Car là aussi nous pourrions beaucoup plus coopérer que cela a été le cas de par le passé, je ne parle même pas du secteur aérien où nous sommes pour l'instant numéro un mondial, en tant qu'entreprise européenne. Donc, il s'agit de thèmes qui vont continuer à être traités par nos pays et je crois pouvoir dire que notre réunion s'est déroulée dans une atmosphère très franche et cette réunion est importante pour nos pays, pour l'Europe. Mais elle est ouverte, bien sûr, à tous ceux qui travaillent dans le même esprit de coopération. C'est cela que j'ai retenu comme principal résultat de cette réunion et je dois vous dire que l'ambiance a été formidable.

QUESTION - L'ancien Premier ministre socialiste français, Laurent FABRUS, vient de se prononcer pour le "non" au référendum sur la Constitution européenne, au prétexte qu'elle ne serait pas assez sociale. Que pensez-vous de cette attitude ?

M. JOSE-LUIS ZAPATERO - Eh bien, nous sommes favorables à la Constitution. Le projet d'unité européenne est, sans le moindre doute, le succès historique le plus important du dernier siècle. En fait, pendant des décennies, nous avons vu des pays qui ont transformé l'Europe en champ de bataille et qui sont maintenant capables d'avoir une Constitution européenne commune. En plus, l'Europe est toujours le paradigme de la construction sociale. Cette identité de l'Europe sociale, je pense qu'on en tient suffisamment compte dans la Constitution européenne. Quelles que soient les autres opinions, je suis tout à fait en faveur de la Constitution européenne.

LE PRESIDENT - Je partage tout à fait l'opinion exprimée par M. ZAPATERO. Je voudrais ajouter une chose, c'est que l'enjeu du référendum, pour moi, est très simple et très clair. Il y a une question, cette question c'est : la Constitution européenne est-elle un progrès pour la France et pour l'Europe ? Permet-elle de poursuivre la construction et l'organisation d'une Europe élargie qui enracine la paix et la démocratie, mais aussi le progrès économique et social sur son territoire ? C'est cela la question.

C'est une question capitale pour notre avenir et c'est pourquoi les Français seront consultés, je l'ai dit, par référendum.

Et je ne voudrais pas que cette question soit dévoyée. Chaque Française et chaque Français devra se prononcer sur le texte de la Constitution, le texte proposé de la Constitution. Pour ma part, je vous le dis, je ferai tout pour que cette campagne, à l'occasion de cette élection, de ce référendum, ne soit pas détournée à des fins partisans.

M. GERHARD SCHROEDER - La Constitution est un bon cadre pour agir. Ce que je voudrais, c'est que le modèle social-européen, unique, puisse être maintenu et, dans toute la mesure du possible, développé. Cela peut se faire sur la base de la Constitution. C'est la raison pour laquelle je marquerai toujours mon accord, et l'Allemagne tentera de ratifier la Constitution le plus rapidement possible, sans vouloir forcément faire la course avec d'autres, mais tout simplement pour que nous ayons un bon cadre qui nous permette de développer le modèle social-européen parce que j'y crois et je suis prêt à lutter pour ce modèle.

QUESTION - Monsieur le Président, ma question touche au terrorisme : je voulais savoir si, d'après vous, il y a différents niveaux de sécurité ou de menaces à l'intérieur de l'Union européenne ? L'Espagne paie. Par exemple, après le retrait des troupes en Iraq est-elle plus sûre, plus protégée ?

Et si vous me le permettez, une question au Chancelier. M. le Chancelier, lorsque vous parlez d'action terroriste, de menace terroriste à vos collègues, est-ce que vous avez l'impression que cette menace est différente d'un pays à l'autre en Europe ? Avez-vous parfois l'impression que l'Allemagne et la France s'en tirent mieux et qu'elles sont plus protégées parce qu'elles n'ont pas participé à la guerre en Iraq ?

M. GERHARD SCHROEDER - Si vous me permettez, je vais répondre tout de suite à cette question. Lorsque les terribles attentats ont eu lieu à Madrid, nous avons éprouvé une infinie compassion pour la population, pour Madrid, et je crois que tout le monde a compris que le terrorisme est une menace pour tous et qu'il vise tout le monde sans faire de distinction. Ceux qui pensaient qu'ils pouvaient se soustraire à la lutte commune contre le terrorisme se trompaient. C'était d'ailleurs sans aucun rapport avec la question de savoir si l'on est ou pas du même avis que nos amis britanniques ou bien encore que l'ancien gouvernement espagnol sur l'Iraq. Le terrorisme est une menace pour tous et donc il est de notre devoir commun de lutter contre le terrorisme et d'après moi, il n'y a pas différentes menaces à cause du terrorisme international. Je crois que là, il faut faire preuve de solidarité, tout le monde doit faire preuve de solidarité. Mais je crois que la solidarité, effectivement, doit être exercée vis-à-vis de tous.

M. JOSE-LUIS ZAPATERO - Je suis d'accord avec le Chancelier SCHROEDER. Le terrorisme est une menace générale, une action aveugle, qui peut frapper n'importe où dans le monde. La meilleure manière de combattre le terrorisme, c'est la coopération internationale dans le domaine de la justice, de la police et des services de renseignement et également dans le domaine politique afin d'éviter que le fameux choc des civilisations soit une prophétie qui se réalise automatiquement. Ceci est tout à fait indispensable pour la lutte contre le terrorisme. Et bien sûr, il faut un niveau maximum d'accords au niveau de la communauté internationale.

QUESTION - Le Président CHIRAC a parlé du financement de l'Union européenne. Il a dit qu'il faudrait avoir une attitude constructive dans ce domaine. Je voudrais savoir si la demande de l'Espagne d'une sortie graduelle, progressive, des fonds pourra se produire sans problème et si on pourra arriver à ne pas aller au-delà de 1% du budget de l'Union européenne ? Je voudrais savoir également si, dans le cas de l'Iraq, la situation serait plus favorable si certains pays retiraient leurs troupes ?

LE PRESIDENT - Nous voyons bien que le financement de la construction européenne de demain pose des problèmes. Ce qui est la caractéristique, d'ailleurs, de tous les problèmes de financement. Bien sûr, on peut avoir l'ambition de dépenser toujours plus, et nous le comprenons, pour avoir de grandes ambitions. Malheureusement, il y a des limites parce que ces dépenses viennent de la contribution des différents budgets, c'est-à-dire des différents peuples, donc il faut aussi être raisonnable.

Alors si nous prenons, par exemple, la situation de nos trois pays, parce que nous sommes là tous les trois, on voit bien que les préoccupations sont différentes. C'est même l'un des rares sujets sur lequel nos préoccupations sont différentes. L'Allemagne est le plus gros contributeur net de l'Union européenne. Elle a accepté cette situation mais elle considère - et on ne peut pas lui en vouloir - que cette situation a des limites. Surtout que l'on dit à l'Allemagne : on va dépenser plus, vous allez avoir à payer plus, ce qui pose déjà un problème, finalement, mais, en plus, on vous impose, comme aux autres, des limitations en matière budgétaire qui font que vous ne pouvez pas augmenter votre déficit et donc payer plus et conserver le même déficit.

Cela veut dire quoi ? Cela veut dire naturellement couper, de façon très forte, dans vos dépenses sociales. Ce n'est pas possible, chacun le comprend. D'où l'approche allemande de ce sujet que nous ne pouvons que comprendre, approuver et apprécier.

L'Espagne nous dit : nous avons bénéficié de la solidarité, c'était le contrat politique initial, c'était normal et, petit à petit, notre économie s'est développée, nos revenus ont augmenté et nous allons arriver au moment où nous ne pourrions plus bénéficier de cette solidarité puisque notre revenu moyen aura dépassé la barre initialement prévue dans ce domaine. Mais l'Espagne nous dit : on ne peut pas faire une rupture brutale et par conséquent nous souhaitons négocier cette affaire. On le comprend parfaitement. C'est quelque chose de normal. Et donc, il faudra bien que nous trouvions là aussi des solutions.

Quant à la France, elle est un contributeur net moyen. Elle a, elle aussi, ses préoccupations et notamment, par exemple, le maintien des engagements qui ont été pris par l'Union européenne, en ce qui concerne le budget de l'agriculture, jusqu'à l'échéance de 2013. Et nous sommes très attentifs à ce que cet engagement soit tenu. Cet engagement représente également des sommes.

Nous avons trois approches différentes. Quand on a trois approches différentes, il y a deux solutions : on peut arriver, en disant, moi, voilà ce que je veux et vous n'avez qu'à accepter. Ce n'est jamais une bonne méthode. Ce n'est jamais le moyen de régler les problèmes. L'arrogance ou la volonté de ne pas tenir compte des autres conduisent toujours à l'échec. Ce n'est pas l'état d'esprit dans lequel nous nous trouvons tous les trois. Ce n'est pas dans cet esprit que nous avons discuté de ces problèmes. En revanche, chacun disant : voilà les problèmes auxquels je suis confronté et les autres disant, eh bien, nous comprenons ces problèmes et nous allons rechercher la meilleure solution pour arriver à un compromis qui soit aussi satisfaisant ou aussi acceptable que possible par chacun, là c'est la bonne solution, la bonne recette, la bonne méthode. Et c'est celle-là que nous avons adoptée. Et c'est pour cela que nous nous en sortons. Oh, naturellement tout le monde n'aura pas tout, c'est évident, ce n'est pas possible. Mais nous continuerons à renforcer l'Europe en trouvant les compromis acceptables par les différentes parties. Voilà notre esprit dans ce domaine.

M. GERHARD SCHROEDER - Je n'aurai pas pu dire mieux que le Président, donc je n'ai plus rien à dire. Cela dit, nous avons encore beaucoup de travail à fournir.

QUESTION - Monsieur le Président, nous voulons savoir si vous étiez d'accord en ce qui concerne l'Iraq, si la situation serait plus favorable si les pays qui ont encore des troupes dans ce pays se retireraient une fois pour toute ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas à porter de jugement sur la position de tel ou tel pays. Ce que je sais, c'est que la situation est grave et qu'elle ne s'améliore pas. Je pense qu'ensemble, d'une façon ou d'une autre, nous avons ouvert une boîte de Pandore que nous sommes aujourd'hui incapables de refermer et que cela risque d'avoir des conséquences graves. Voilà. En tous les cas, nous n'avons pas l'intention ni les uns ni les autres de modifier la position que nous avons en conscience prise parce que nous pensions qu'elle était la plus conforme aux problèmes qui se posaient.

QUESTION - J'ai une question à tous les trois. Vous avez mentionné que la Turquie devra faire certains efforts. Est-ce que cela veut dire qu'ils doivent donner plus de droits aux Kurdes, afin d'accéder à l'Union européenne par exemple ?

M. GERHARD SCHROEDER - Nous avons déjà pris une décision, à plusieurs reprises d'ailleurs, au Conseil européen, et la décision la plus importante que nous ayons prise c'est de demander à la Commission de bien vouloir vérifier si la Turquie respecte les critères de Copenhague ou bien si elle ne les respecte pas et sans aucun doute la Turquie a fait de très gros progrès. La Commission européenne présentera son rapport au mois d'octobre et dans ce rapport la Commission qui est d'ailleurs responsable de ce dossier, indiquera si elle juge les progrès satisfaisants et si cela permet d'ouvrir des négociations d'adhésion.

Alors moi je ne veux pas du tout anticiper. Je ne veux pas préjuger de ce qui sera dit dans ce rapport. Tout le monde s'accorde à dire que la Turquie a fait de gros progrès et si le rapport de la Commission a des conclusions positives et je pense que d'ailleurs que la Turquie a de bonnes raisons d'espérer, je continue de penser comme avant que c'est au Conseil de décider et d'ouvrir le plus rapidement possible des négociations d'adhésion qui dureront certainement très longtemps. C'est quelque chose que l'on a promis il y a quarante ans à la Turquie. On lui a dit que si elle respectait les critères politiques eh bien elle aurait une perspective d'adhésion et dans cette région dont nous venons de parler, c'est un pays qui peut apporter un énorme plus sur le plan de la sécurité. Si on arrive à une symbiose entre un islam non-intégriste et la politique européenne.

Je crois qu'il ne faut surtout pas sous-estimer cela, c'est important pour l'Europe, c'est important pour nos pays, ce surplus de sécurité et je crois donc que le rapport de la Commission a des points positifs et si la Commission fait une proposition dans ce sens, eh bien le Conseil pourra prendre une décision également positive.

LE PRESIDENT - Je suis tout à fait d'accord.

QUESTION - Je voudrais poser une question concernant la Constitution européenne. Vous avez dit que vous allez vous mobiliser corps et âme pour que la Constitution européenne soit

approuvée. Mais vu les difficultés qui règnent dans certains pays, par exemple en France, je voudrais savoir si au cas où il n'y aurait pas de ratification, dans un certain pays, est-ce que vous avez un plan B ? Par exemple, répéter le référendum, comme pour Maastricht, ou une Europe à deux vitesses.

M. JOSE-LUIS ZAPATERO - Du point de vue européen, les responsables européens doivent faire tous les efforts afin d'obtenir la plus rapide et la plus large ratification de la Constitution. Nous avons le temps et nous voulons faire une action de diffusion, d'explication pour les citoyens européens afin qu'ils se rendent compte en quoi cette Constitution et cette politique toujours plus intégrée peut affecter leur vie quotidienne. Je pense que l'Europe a donné l'exemple en faisant face à des grands défis lors de son processus d'intégration et je suis sûr que nous allons également gagner à l'avenir et que nous devons essayer d'obtenir, par tous les moyens, la ratification de la Constitution.

Je suis pour le plan A, entièrement. Mais nous devons travailler dur pour que la Constitution soit ratifiée dans tous les pays. Donc pour l'instant, je ne pense même pas au plan B, ou au plan C ou au plan D d'ailleurs.

QUESTION - Le ministre des Affaires étrangères britannique, Jack STRAW, a déjà dit que le Royaume-Uni n'est pas exclu de cette réunion. Vous n'allez pas dire, bien sûr, qu'il s'agit d'un directoire, mais vu le changement de la politique étrangère espagnole, cela donne l'impression d'un nouveau directoire. Est-ce que vous allez rendre ces réunions trilatérales systématiques ?

M. JOSE-LUIS ZAPATERO - Pour moi, il s'agit d'une réunion très positive pour l'Union européenne, comme le sont également les réunions auxquelles assistent des représentants des pays de l'Union, en particulier ceux qui ont une très profonde vocation européenne. Cette réunion s'inscrit dans un contexte de normalité, d'impulsion de la Constitution européenne. Il est toujours possible que d'autres genres de réunions, avec d'autres interlocuteurs, soient organisées.

En ce qui concerne l'Espagne, notre intérêt est d'avoir encore une fois des rencontres, des réunions comme celle d'aujourd'hui avec le gouvernement de la France et de l'Allemagne. Nous pensons que, pour le gouvernement espagnol, pour l'Espagne, cela est utile, et cela est utile pour l'Union européenne et également pour les gouvernements de la France et de l'Allemagne. En ce qui me concerne, nous sommes toujours disponibles et je pense que le Président CHIRAC a déjà une certaine idée à ce sujet.

LE PRESIDENT - Non, nous n'excluons naturellement personne.

M. GERHARD SCHROEDER - Je suis également de cet avis.

Je vous remercie.